Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec la chaîne "Al Jazeera" le 10 avril 2013, sur la France face au "Printemps arabe, la situation en Syrie, l'intervention militaire au Mali, la question israélo-palestinienne et sur le nucléaire iranien.

2013-04-10

Q - Monsieur le Ministre, merci de nous avoir accordé ce moment et cet entretien.

R - C'est un plaisir.

Q - On commence par la France et le monde arabe. La politique française à l'égard du monde arabe émane de la considération politique, économique et géopolitique. Est-ce qu'elle existe toujours cette politique française à l'égard du monde arabe ?

R - Oui, vous avez raison de souligner que c'est une réalité historique. Il y a les réalités géographiques : les pays arabes sont proches de nous et réciproquement. Il y a la proximité culturelle. Il y a l'amitié. Il y a les valeurs que nous avons en commun. Il y a l'intérêt géostratégique. Donc oui, nous avons une politique qui reconnaît l'importance des pays arabes, qui reconnaît leur souveraineté, qui en même temps, souhaite leur développement, leur stabilité, qui tient en considération nos propres valeurs. C'est tout cela qui fait la politique arabe.

Q - Le monde arabe traverse depuis presque deux ans une saison, une période très controversée qui s'appelait le «Printemps arabe». Comment voyez-vous ce Printemps là ?

R - C'est une question compliquée, d'abord parce que je pense qu'il y a des niveaux différents dans ce Printemps arabe, ensuite parce que les causes, les motifs qui ont guidé les peuples sont des motifs que nous partageons. Pourquoi les peuples arabes qui se sont soulevés se sont soulevés ? Pour la dignité, pour l'emploi, contre la corruption. C'est vrai qu'une révolution - puisqu'il s'agit d'une révolution - ne se fait pas de manière linéaire, il y a des périodes. Nous, nous le savons très bien. La révolution française date de 1789, mais avant que la République soit vraiment installée en France, cela a mis presque 100 ans. Donc on ne peut pas demander aux peuples arabes d'attendre 100 ans.

La situation en Libye n'est pas la même que la situation en Égypte, qui n'est pas la même que la situation en Syrie - qui est abominable, on va peut-être en parler -, qui n'est pas la même que la situation en Tunisie. Donc nous sommes favorables aux valeurs qui ont conduit les peuples à ces révolutions arabes. Nous ne voulons pas nous ingérer dans les choix de ces peuples, cela leur appartient. Mais en même temps, nous avons nos valeurs et nous avons ce que j'appellerais des lignes rouges, c'est-à-dire que nous mettons en avant les droits, les droits des femmes, la société civile. Donc nous en sommes à un certain stade du Printemps arabe. Il y aura encore des développements et ce que nous pouvons faire, nous, c'est aider, notamment sur le plan économique, sur le plan des valeurs, à ce que le Printemps débouche sur de bonnes solutions.

Q - Mais vous étiez quand même surpris, par exemple, de la révolution tunisienne.

R - C'était le gouvernement précédent, vous vous le rappelez. C'est vrai que - comment je pourrais dire, il faut que je sois diplomate puisque je suis ministre des affaires étrangères - le gouvernement précédent a réagi d'une façon qui n'était peut-être pas très bonne et vous vous souvenez d'ailleurs que le ministre, c'était le ministre des affaires étrangères à l'époque, avait été changé. Mais depuis que nous sommes aux responsabilités, puisque vous parlez de la Tunisie, nous avons soutenu bien sûr, l'orientation générale des Printemps arabes. Nous avons reçu le président Marzouki et le Premier ministre. Nous avons des investissements très importants et en même temps, lorsque nous avons quelque chose à dire, tout en respectant bien sûr les choix du peuple tunisien, nous disons qu'il ne faut pas qu'il y ait de violences et il faut que le droit soit respecté.

Q - Comment expliquez-vous la différence de traitement de la France réservée à la Libye et à la Syrie ?

R - Ce ne sont pas du tout les mêmes situations. En Libye, vous avez un dictateur, qui s'appelle M. Kadhafi. Vous avez un peuple qui se soulève et à l'époque, c'était M. Sarkozy, mais nous, nous étions dans l'opposition et nous avions soutenu le fait que la France aide la révolution. Ensuite, on peut discuter parce que, sans engager une polémique, je pense qu'il aurait fallu accompagner et surveiller un peu les choses. C'est ce qui explique, comme il n'y a pas eu d'accompagnements, que finalement, il y avait beaucoup d'armes détenues par Kadhafi et qu'on a retrouvé ces armes dans d'autres pays. Mais allons à l'essentiel, c'était une révolution populaire et il était normal que la France soit aux côtés de cette révolution populaire.

En Syrie, c'est tout à fait autre chose. Il y a eu le début d'une révolution populaire mais M. Bachar Al-Assad a réprimé, vous vous en souvenez, la révolution populaire dans le sang. C'est donc une situation différente et nous nous trouvons aujourd'hui, évidemment, dans une situation qui est une véritable tragédie en Syrie et nous souhaitons, avec beaucoup d'autres, qu'il y ait une solution politique à cette tragédie. Sinon, la Syrie va éclater, c'est le risque, et

qu'est-ce que nous retrouverons à la fin ? Nous retrouverons les extrémismes de part et d'autre, qui vont l'emporter, ce qui serait dramatique pour les Syriens et dramatique pour les pays voisins.

Q - On parle beaucoup des amis de la Syrie, mais la révolution cherche toujours des amis qui lèvent l'embargo. On ne parle plus de la levée de l'embargo ?

R - Prenons les choses une par une, la France est un ami de la Syrie. D'ailleurs, et vous vous le rappelez sans doute, la France a été le premier pays d'Europe à reconnaître la Coalition nationale syrienne, c'est-à-dire les résistants syriens. Alors, où en sommes-nous aujourd'hui ? Il y a une tragédie en Syrie : on dit 70.000 morts, mais probablement plus près de 100.000 morts, des millions de gens dans la difficulté. Il faut absolument aller vers une solution politique, ce serait cela la bonne solution, mais M. Bachar Al-Assad dit : «moi je vais gagner», ce qui est une absurdité, il n'y a pas de victoire militaire de M. Bachar Al-Assad. Il faut donc, si l'on veut aller vers une solution politique, que l'on rééquilibre la situation sur le terrain pour que - comme l'a proposé d'ailleurs Moaz Al-Khatib, qui est le chef de la Coalition que nous soutenons - il y ait, si vous voulez, un dialogue entre d'un côté les résistants et puis nous sommes ouverts à ce qui est un dialogue, non pas avec Bachar Al-Assad, mais certains éléments de son régime, pour qu'il y ait un gouvernement de transition. Voilà la bonne solution, mais pour y arriver, il faut que M. Bachar Al-Assad ne puisse pas continuer avec ses avions à bombarder les résistants qui se font massacrer et c'est là où se pose la question de l'embargo, de la levée de l'embargo.

La France et la Grande-Bretagne, comme vous le savez, ont soulevé cette question. Simplement, elle n'est pas facile, parce que, si on livre des armes, il faut que les armes ne soient pas détournées, c'est-à-dire qu'on peut envisager de livrer des armes pour rééquilibrer les choses, pour que les résistants puissent se défendre. La condition est qu'on ne retrouve pas ces armes soit à la disposition du régime de Bachar, soit des extrémistes et donc il y a toute une question de garanties, qui n'est pas facile. Nous sommes en train d'en discuter avec nos amis européens, nous avons jusqu'à la fin du mois de mai pour voir comment cela serait possible.

Q - On a lu dans la déclaration de M. le président, la semaine dernière, qu'il y a une sorte de recul.

R - Non, je n'interprète pas cela comme un recul, mais si vous voulez, nous voulons aider à trouver une solution en Syrie. C'est vraiment l'intérêt, bien sûr, des Syriens, mais de l'ensemble de la région et du monde même. Simplement, nous voulons que cette solution, et s'il doit y avoir levée de l'embargo, cela ne se fasse pas d'une façon qui en fait, profite au régime ou aux extrémistes plutôt qu'aux résistants et c'est là où il faut y avoir un certain nombre de garanties. Je pense que c'est dans l'intérêt de chacun et nous sommes en train d'en discuter avec nos amis européens et d'y réfléchir.

Q - Quelles garanties ? Expliquez-moi un peu.

R - C'est simple à comprendre. Si vous voulez aider les résistants avec des armes, il ne faut pas que les armes se retrouvent à la disposition du régime ou des extrémistes. Pour cela, il faut un certain nombre de garanties politiques et puis des garanties, je dirais, matérielles. En Libye, on a vu des armes qui, originellement, étaient à la disposition de la Libye, se retrouver dans d'autres pays. Il faut donc éviter ce détournement. C'est cela qu'on appelle les garanties.

Q - Donc on cherche des garanties mais on ne voit pas en fait la solution très proche ?

R - Je discute évidemment avec tout le monde. Nous discutons avec les pays arabes, nous discutons avec les Américains, avec les Britanniques, les Européens, nous discutons avec les Russes aussi. Il faut discuter avec chacun, mais personne pour le moment ne nous a apporté la solution en disant «voilà la solution». Il faut en même temps, d'abord, songer à l'intérêt des Syriens. Ce qui est très important pour nous c'est que le futur régime - parce que Bachar Al-Assad, nous l'espérons, va finir par tomber - garantisse les droits de chaque communauté. Il faut que les Alaouites voient leurs droits garantis. Il faut que les Druzes voient leurs droits garantis, les Chrétiens, les Kurdes, chacun. C'est cela la Syrie que nous voulons et non pas une Syrie qui soit déchirée, qui finalement profitera à qui ? Pas aux Syriens et en tout cas pas à la paix.

Q - Est-ce que vous craignez un risque d'extension comme ça, régional ?

R - Oui, je le crains d'autant plus - c'est un point sur lequel je vais insister - qu'il y a des armes chimiques. Vous savez que M. Bachar Al-Assad possède des armes chimiques en très grand nombre. Ces armes chimiques présentent évidemment un danger considérable. Il y a eu de l'imputation disant que les armes chimiques avaient été utilisées par le régime, nous faisons des enquêtes, nous n'avons pas encore la preuve de cela mais nous avons demandé aux Nations unies, vous le savez, d'enquêter sur ce point.

Nous sommes extrêmement vigilants parce que nous avons tous dit, les Français, les Américains, les Russes, je crois les Chinois aussi, tout le monde, qu'il était inacceptable que Bachar Al-Assad utilise les armes chimiques. Il les a en grandes quantités, donc il faut être très attentif là-dessus et nous sommes en train, à travers les Nations unies, de mener l'enquête, parce que c'est un point qui nous inquiète énormément.

Q - Restons sur le problème de l'extension. Comment la France peut-elle protéger le Liban de ce risque ?

R - Jusqu'à présent, le Liban, grâce au président Sleimane et au Premier ministre Mikati, avait réussi à avoir une politique très pertinente qui était de séparer le conflit syrien de ce qui se passait au Liban. Malheureusement, cela devient de plus en plus difficile, d'abord parce

qu'il y a beaucoup de Syriens, je vous l'ai dit, qui sont obligés de se réfugier au Liban, en plus il y a l'action du Hezbollah. Il y a toute une série de choses. Nous demandons à la communauté internationale de faire en sorte que le conflit syrien ne soit pas exporté au Liban. Nous ferons vraiment le maximum en tant que membre permanent du Conseil de sécurité pour aider le Liban. Le Liban ne doit pas souffrir de désordre et même du chaos qui existe en Syrie.

Q - Les actions du Hezbollah, vous parlez de la participation des combattants du Hezbollah à côté du régime syrien.

R - Ce sont les indications qui nous sont données de plus en plus, vous en tant que journaliste vous avez certainement les mêmes indications. Le Hezbollah fait partie du gouvernement libanais, mais en même temps nous avons des indications selon lesquelles il y aurait des combattants du Hezbollah en Syrie sous l'influence de l'Iran. Évidemment, c'est quelque chose qui pose à tous les amis de la paix un très grave problème.

Q - Pour la révolution syrienne, il y a certains qui pensent que cette révolution est victime de calcul géopolitique dans la région, la Syrie n'est pas isolée un peu comme la Libye, du coup elle est victime de sa situation géopolitique et même géographique.

R - Oui, c'est possible, et si vous voulez, un certain nombre de puissances au fond continue leur belligérance à travers la Syrie, mais je ne veux pas entrer dans ces calculs compliqués, même si je pourrais partager avec vous. Ce que je vois, c'est un peuple qui souffre terriblement avec des centaines de morts, au moment même où nous parlons il y a des morts. On dit : oui, mais pourquoi le Conseil de sécurité n'est pas capable d'agir ? Nous avons essayé d'agir, mais par deux fois nous avons été «blackboulés» si je puis dire, enfin en tout état de cause dans l'impossibilité d'agir parce que deux membres du Conseil de sécurité ont mis leur veto des Nations unies. En tout cas (il faut) c'est l'intérêt de la paix, c'est l'intérêt des Syriens, c'est évidemment l'intérêt de tous les pays qui sont autour, mais ce n'est pas simplement un conflit régional maintenant, c'est devenu un conflit international, donc tous les pays qui aiment la paix doivent faire effort et c'est le sens de ce que veut faire la France pour arriver à une solution politique en Syrie.

Q - Est-ce que la France négocie ou non, a un contact avec les Russes pour éviter l'effondrement de cet État ?

R - La réponse est oui. Récemment, avec le président de la République, François Hollande, nous sommes allés en Russie, nous avons discuté avec le président Poutine, vous savez que les positions ne sont pas les mêmes, mais nous discutons notamment sur un point très pratiquement. M. Moaz Al-Khatib a fait la proposition courageuse parce qu'il n'a pas été soutenu par l'ensemble de ses partisans, mais je pense que cette position est courageuse de dire : «Écoutez faisons un premier pas, il n'est pas question de discuter avec Bachar mais il

peut y avoir certains éléments du régime qui n'ont pas les mains dans le sang et puis d'autre part, des résistants qui vont travailler ensemble pour essayer de bâtir une transition politique». Et nous avons discuté de cela avec les Russes et nous leur avons dit et le président Poutine a dit son accord, «essayons de trouver une liste de gens qui soit acceptable par les uns et les autres». Nous sommes en train de discuter de cela, pour le moment, cela n'a pas débouché, mais, voyez, il faut, je crois, parler avec tout le monde. Les Russes sont membres permanents du Conseil de sécurité, nous disons aux Russes : «mais ce que vous redoutez, c'est ce que vous appelez le chaos, mais ce chaos c'est aujourd'hui, donc il faut l'éviter, on voit bien que si les choses continuent cela va être une sorte de suicide collectif, faites le maximum avec nous pour essayer d'avancer, pour le moment, nous ne sommes pas arrivés encore à une solution, mais il faut faire preuve de volonté et de ténacité.

Q - Les Américains et les Russes discutent aussi de Brahimi. Est-ce que la mission Brahimi vous y croyez toujours ?

R - Il essaie de faire de son mieux, mais à lui seul, il ne peut pas tout résoudre, nous essayons de travailler avec lui, avec d'autres pour trouver une solution, c'est très difficile, mais il y a quand même de temps en temps une pointe d'espoir. Par exemple, vous avez vu que récemment la Ligue arabe a attribué le siège de la Syrie à la Coalition. Donc, nous avons été les premiers en Europe, je vous le disais, a reconnaître la Coalition, maintenant il y a une centaine de pays qui reconnaissent la Coalition, donc il y a des choses qui progressent ; malheureusement sur le terrain le sang continue de couler.

Q - Vous pensez que nous allons avoir un Yéménite ?

R - Au Yémen on avait le sentiment que moins de puissances internationales étaient impliquées. Le Yémen était perçu comme un plus petit pays, enfin, il y a beaucoup d'éléments... mais en tout cas il faut aller vers une solution, voilà, une solution ne ressemble jamais à une autre, mais nous, nous mettons tous nos efforts possibles dans la recherche d'une solution.

Q - Le sang coule toujours, le mois de mars a connu plus de 6.000 morts, un tiers de civils. Est-ce qu'il était toujours tôt de saisir la Cour pénale internationale ?

R - Il y a eu des crimes qui ont été commis, une mission de l'ONU a qualifié certains parlent de crimes contre l'humanité, donc quand il y a des crimes, il faut qu'il y ait une sanction pénale.

Q - Est-ce qu'il y a une crainte que la chute d'Al-Assad, le chaos qu'on peut imaginer déstabilise l'État d'Israël ?

R - Les relations avec Israël, moi je pense qu'il ne faut pas mêler Israël à cela, de même dans d'autres sujets. Peut être parlera-t-on de l'Iran si vous voulez. Il y a un problème

intrinsèque qui existe, qui est très grave, pour les Syriens d'abord, qui sont les premières victimes et pour l'ensemble de la région, dont Israël mais les autres pays aussi. Ce problème-là il faut le régler si on veut éviter toute une série de conséquences dramatiques pour beaucoup d'autres pays.

Q - Comment imaginer la chute d'Al-Assad. Vous-même avez dit à chaque fois à plusieurs reprises: «il va tomber, il va tomber».

R - La solution à laquelle on peut penser c'est une solution rationnelle dans laquelle M. Bachar Al-Assad, constatant que son peuple est dans la situation où il est, accepterait d'abandonner, mais il n'est pas dans cet état d'esprit. Personne de sensé ne peut, se projetant dans le futur - projetez-vous dans 2 ans, 3 ans, 4 ans, 5 ans -, penser que M. Bachar Al-Assad va diriger la Syrie. Personne.

Q - On va au Mali pour dire : est-ce qu'il n'y a plus de risque d'enlisement puisqu'au début on a parlé d'enlisement de la France dans cette région du Sahel, etc. Est-ce qu'on a dépassé ce risque et le retrait des forces françaises, c'est pour des raisons on va dire économiques, surtout que le coût quotidien 2,7 millions d'euros par jour, ou bien la mission est accomplie ?

R - La France n'a aucun intérêt impérialiste au Mali. Nous sommes intervenus pour une raison simple. Des groupes terroristes marchaient sur la capitale du Mali, Bamako. Et donc le gouvernement légitime du Mali nous a appelé en disant : «Mesdames et Messieurs les Français, Monsieur le Président de la République, pouvez-vous intervenir ?». Cela s'est passé comme cela, j'y étais. «Si vous n'intervenez pas, demain nous serons morts». C'est le gouvernement qui a dit cela.

La France était le seul pays qui était en situation d'intervenir puisque nous avions des troupes qui n'étaient pas loin. Donc nous sommes intervenus. Pourquoi ? Pour stopper l'attaque des terroristes, pour arriver petit à petit à reprendre des villes et pour faire en sorte que la communauté internationale puisse dire : «voilà comment il faut agir». Nous l'avons fait et tout le monde reconnaît que l'intervention de l'armée française et les armées africaines, les deux en même temps, a été extrêmement efficace. Nous y avons laissé des hommes malheureusement, des vies. Mais je reviens sur ce point, il y avait des groupes terroristes, des narcoterroristes - il y a un lien entre la drogue et le terrorisme là-bas -,qui étaient sur le point de contrôler toute la population qui, je le rappelle en passant, est à 90 % et quelques musulmane ; donc ce sont des terroristes qui voulaient mettre la main sur une population musulmane avec les conséquences que cela auraient eu sur tous les pays voisins, c'est-à-dire la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, etc....

Nous avons donc stoppé cela et tous les pays africains disent : «Bravo, vive la France». Mais maintenant nous sommes à un stade un peu différent. Il n'est pas question pour la France de

rester éternellement au Mali. Simplement nous devons petit à petit passer la suite comme on dit aux troupes africaines.

Il va y avoir au mois d'avril, donc ce mois-ci, une décision des Nations unies à l'ONU qui va installer ce que l'on appelle une opération de maintien de la paix c'est-à-dire que désormais cela va être l'ONU à travers les Casques bleus de prendre le contrôle de l'ensemble des opérations, et les troupes africaines et quelques autres vont passer sous contrôle de l'ONU. Parallèlement il faut qu'il y ait un développement du dialogue politique, des élections, c'est indispensable, et du développement économique.

Vous posez la question : pourquoi la France va-t-elle petit à petit se retirer ? Parce qu'il n'a jamais été imaginé, en tout cas par nous, il n'a jamais été question pour nous que nous restions éternellement au Mali. Nous allons le faire progressivement pour que les autres troupes prennent le relais et qu'il y ait une vraie sécurisation pour que l'intégrité du Mali soit assurée. Ce n'est pas du tout une question financière. Cela nous coûte de l'argent, c'est vrai, mais quand la liberté d'un peuple est en cause il faut assumer cela. C'est pour être conforme à nos engagements internationaux et nous allons progressivement diminuer notre présence militaire. Nous resterons là pour éviter que des groupes terroristes reviennent à la charge et nous allons veiller avec beaucoup d'autres, avec la communauté internationale, à ce qu'il y ait des élections légitimes et à ce que le développement économique soit assuré. Il y aura au mois de mai une grande conférence pour aider au développement économique du Mali.

Q - L'Algérie participe-t-elle d'une façon ou d'une autre dans ces opérations là, au moins dans les renseignements ?

R - L'Algérie a elle-même souffert du terrorisme. Vous savez que dans les années 1990, il y a eu peut-être 100.000 morts ou beaucoup plus encore. Donc l'Algérie sait ce qu'est le terrorisme. L'Algérie a été choquée en plus, parce qu'un des groupes, qui s'appelle le groupe Ansar Dine, dont l'Algérie pensait qu'il avait rompu avec le terrorisme - en fait pour parler de manière un peu vulgaire - s'est retourné et a fait alliance avec les deux autres groupes terroristes : le groupe AQMI et le groupe MUJAO et c'est l'ensemble de ces trois groupes qui menaçait de marcher sur Bamako. L'Algérie a dit : «ce n'est pas possible de laisser les terroristes prendre la main sur l'État malien». D'une part, l'Algérie a surveillé ses frontières, puisque si l'on regarde la carte, évidemment les terroristes maliens auraient pu remonter en Algérie, si l'Algérie n'avait pas fermé ses frontières et l'Algérie s'est comportée d'une façon tout à fait respectable, positive. Elle n'a pas de combattants là-bas mais elle fait ce qu'un État démocratique attaché à lutter contre le terrorisme, doit faire.

Q - Que fait la France pour aider les pays révolutionnaires, la Tunisie, la Libye et l'Égypte, sur le chemin démocratique ?

R - Nous les aidons économiquement. Mais, en même temps, lorsqu'il faut se prononcer sur les principes nous apportons notre soutien à la lutte pour la dignité et pour la démocratie. Mais nous disons aussi nos valeurs. C'est-à-dire que nous disons que ces peuples - qui sont libres de leur choix - doivent respecter les droits de la société civile, la liberté de la presse et les droits des femmes. Ce sont les valeurs de la France depuis 200 ans. Nous ne faisons pas d'ingérence dans les choix de ce pays qui leur appartiennent, nous les aidons sur des plans économique et social et tout en rappelant ce que sont nos valeurs.

Q - La France va-t-elle faire des avancées pour la reconnaissance de la Palestine ?

R - La France a été très active notamment quand la question s'est posée, il y a quelques mois, pour que les Palestiniens soient un État observateur non membre des Nations unies. Je crois dire, sans arrogance, que les choses ont basculé dans le bon sens pour les Palestiniens lorsque la France a pris sa décision. La solution à laquelle nous pensons tous est la solution de deux États. Mais si le développement des colonies se poursuit, la situation des deux États devient de plus en plus difficile. Nous disons aux Israéliens : il y a une fenêtre d'opportunité à saisir, saisissez-la. Et, dans le même temps, nous disons aux Palestiniens que, comme dans toute solution négociée, il faut que chacun fasse un effort. Nous faisons un certain nombre de choses qui n'ont pas à être rendues publiques. Si nous pouvons aider à la solution, nous le ferons car ce conflit est le père de beaucoup de conflits. S'agissant d'Israël il est normal qu'Israël ait droit à la sécurité. S'agissant des Palestiniens ils ont droit à une terre. Tant qu'il n'y pas de justice, il n'y pas de paix

Q - Sur l'Iran. Est-ce que l'option militaire est sur la table ?

R - Toutes les options sont sur la table, comme l'ont dit beaucoup de responsables. Nous, les Français, nous avons une attitude que nous partageons avec les quatre autres membres du Conseil de sécurité, à savoir à la fois les négociations et les sanctions. L'Iran est un grand peuple et il a droit de pouvoir utiliser l'énergie nucléaire à des fins civiles. Mais la bombe atomique pour l'Iran non car ce serait un immense danger pour l'ensemble de la région. Alors il faut pousser les Iraniens dans cette direction. Dans ce but, nous discutons mais cela n'a pas donné de grands résultats. En même temps nous avons ces sanctions - que nous sommes obligés de prendre - pour leur dire que celles-ci pourraient être levées s'ils acceptent d'avancer dans les négociations. Nous souhaitons, vraiment et vigoureusement, que l'Iran comprenne que la bombe atomique ce n'est pas possible. Vous imaginez ce que cela serait dans une région qui est déjà - et votre interview l'a montrée - éruptive. Si l'Iran détient la bombe atomique, cela voudrait dire que d'autres pays voudraient l'avoir aussi et que les menaces seraient plus grandes, cela n'est pas raisonnable

Q - Monsieur le Ministre, merci encore de nous avoir accordé cet entretien.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 avril 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187652-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-l